



COMMUNIQUE

Paris, le 20 mars 2024

Le 18 février 2024, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire annonce une coupe de 742 millions d'euros dans le budget de la solidarité internationale.

Les collectivités territoriales, réunies au sein de Cités Unies France, témoignent de leur vive inquiétude.

Ciblant des projets sur mesure, fort de l'engagement des territoires dans la durée et en quête permanente d'équilibres et d'appropriation des acquis, l'action extérieure des territoires facilite et entretient le dialogue des territoires, les échanges entre élus et administrations, sur la base d'enjeux communs et partagés.

Ces projets étant le plus souvent accompagnés par les ministères au travers de la DCTCIV et/ou de l'AFD, ils constituent de véritables leviers pour diplomatie nationale et l'influence de la France dans le Monde.

Par ailleurs, dans le contexte marqué par des crises de toutes natures, l'implication des collectivités territoriales est essentielle, sinon centrale, à la fois dans leurs capacités d'actions que de créations d'espaces de dialogues démocratiques, de coopérations et de paix, en soutien à la diplomatie d'Etat.

En réduisant son APD, la France fragilise l'édifice construit depuis de longues années avec les collectivités territoriales. Plus encore, il sème le doute sur les partenariats durables et les engagements de la France auprès des plus pauvres. Il en sera de même auprès des collectivités qui ne pourront poursuivre seules leurs actions. C'est donc bien d'une réaction en chaîne dont il s'agit !

Les grands enjeux communs, comme l'a rappelé le Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères lors des Assises de la Diplomatie Parlementaire et de la Coopération décentralisée de 2024, ne peuvent être adressés qu'en commun.

Les collectivités territoriales françaises engagées dans des coopérations décentralisées implorent le Président et son Gouvernement à tout mettre en œuvre pour maintenir, voire amplifier leurs engagements, et en aucun cas à les réduire. Il en va tout autant des enjeux Nord-Sud que nous connaissons bien que des Est-Ouest qui vont grandissants.

Pour le Bureau Exécutif de Cités Unies France

François Rebsamen
Président de Cités Unies France
Maire de Dijon et Président de Dijon métropole